

que leurs propositions, les travaux et les dépenses de leurs départements soient à l'abri de la critique. Les ministres sont responsables de tout ce qui se fait, et, naturellement, l'administration des uns et des autres est exposée au blâme. La gauche n'a pas d'autre ressource, et je dois dire qu'elle ne s'est montrée ni sévère, ni factieuse, mais qu'elle a été extrêmement réservée dans sa critique durant la présente session.

Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul article dans les estimations, qui ait été adopté sans subir un examen, et cet examen a été plus rigoureux qu'il ne l'avait jamais été auparavant. Notre parti vit dans l'attente. Nous espérons arriver au pouvoir avant longtemps, et vous le savez bien.

Lorsque vous serez prêts à nous renvoyer devant les électeurs pour demander à ceux-ci un verdict sur ce que nous avons fait ici, vous verrez que vos places nous seront ouvertes. Je n'ai aucun doute que si nous occupions vos positions, vous nous critiqueriez à votre tour aussi rigoureusement que nous l'avons fait durant la présente session. Lorsque nous siégeons à droite il n'y eut jamais un critique plus sévère que le présent ministre des douanes. Je l'ai entendu faire un discours de trois heures contre certaines propositions du gouvernement d'alors. C'était un adversaire d'une ténacité telle qu'il se tenait comme suspendu au sujet qu'il attaquait, et qu'il était impossible de lui faire lâcher prise même en le secouant. Aucune influence morale ne pouvait agir sur lui pour le convaincre du contraire de ce qu'il croyait. Quelques-uns de nos amis de la droite auraient donc tort de se plaindre de la critique que leur a fait subir certains membres de la gauche.

Le ministre de l'agriculture est, de son côté, chargé d'une lourde besogne. Ce n'est pas une besogne ingrate, mais elle est lourde.

Le développement d'un arbre exige du temps, bien que l'on puisse faire pousser un navet dans très-peu de temps, et je prédis que, dans peu d'années, l'agriculture aura fait de grands progrès dans le Nord-Ouest et dans les provinces orientales du Canada. J'ai une grande confiance dans l'agriculture. Il est vrai qu'au début, l'on est obligé de faire de grands déboursés, parce qu'il faut construire des maisons; faire le drainage et tout ce qui est nécessairement dispendieux; mais le résultat est rémunérateur.

Le ministre de la milice a été vivement attaqué durant la présente session, et je ne puis dire s'il est en faute ou non. Je n'ai pas examiné les vêtements de la milice, et l'aurais-je fait, que je ne condamner ces vêtements. J'ai souvent acheté moi-même, des articles qui ne se sont pas trouvés aussi bons que l'on me les avait représentés. Nous sommes tous exposés à être trompés; mais cette critique aura peut-être pour effet de rendre le ministre de la milice plus prudent dans ses achats, et dans le choix de ses fournisseurs.

Je ne dis pas que les fournisseurs choisis par lui n'étaient pas dignes de confiance; mais j'espère qu'il achètera, à l'avenir, des uniformes qui dureront et répondront aux besoins des volontaires.

Je regrette de ne pas voir le ministre des finances ici, parce que je crois devoir dire que je n'approuve pas ses économies de bouts de chandelles. Je suis en faveur de l'économie. J'ai été économe toute ma vie; mais l'excès de l'économie devient un vice. Le ministre des finances, paraît-il, a cru devoir réduire de \$50 le salaire de quelques-uns des employés les plus utiles de cette chambre, et le statut leur donnait droit à ce montant. Si cette réduction a été faite, elle a été mal inspirée, surtout lorsque l'honorable ministre des finances a fait voter, il y a deux ou trois jours, trois ou quatre millions qui, d'après moi, sont une dépense inutile—et je ne crois pas que je serai contredit présentement par mon honorable ami, le député de Halifax (M. Jones). Cette dépense a même été repoussée par nos amis du sénat, ce qui montre qu'ils ne sont pas simplement une cinquième roue au wagon de l'Etat, c'est-à-dire inutiles.

M. Trow.

Au contraire, le sénat a su, dans cette circonstance, épargner au pays plusieurs millions. Or, si cette chambre haute peut ainsi protéger le trésor public, elle mérite d'exister.

J'espère que le ministre des finances réexaminera ses économies de bouts de chandelles relativement aux employés que je viens de mentionner. Si nos employés sont des serviteurs dignes de confiance, et comprennent bien les devoirs de leur charge, ils doivent être suffisamment rémunérés.

Le salaire de M. Hartney, de M. Brewer, et de plusieurs autres fonctionnaires a été diminué d'une somme à laquelle ils avaient droit, et j'espère que l'honorable ministre reconsidérera l'affaire et allouera à ces fonctionnaires ce qui leur appartient.

Certains honorables députés ont parlé de la mauvaise ventilation et de l'état insalubre de cette chambre; mais leurs travaux ne sont pas aussi durs que les travaux auxquels sont assujétis les hommes occupés dans l'appartement à emballage. Ces hommes sont obligés, du matin au soir, de travailler dans une espèce de fournaux, un misérable trou insalubre. On leur a alloué, lors de la dernière session, un bonus de \$50; mais je crois savoir que cette prime n'a pas été renouvelée pour la présente session. D'après moi, il n'y a aucune classe d'employés plus digne d'obtenir un bonus que celle-là, et j'espère que le gouvernement accordera à ces hommes une juste rémunération pour leurs services.

La gauche est certainement dans une excellente condition. Elle se compose de 84 ou 85 membres, et si nous avions l'occasion de retourner devant le peuple, nous reviendrions probablement 140. Toutefois ce changement appartient à l'avenir. Nous avons une confiance illimitée dans notre chef, et ses partisans lui sont des plus dévoués. Nous n'avons jamais eu aucun embarras avec nos chefs, et je considère que les membres de la gauche ont raison de se considérer comme très-heureux.

Nous avons commencé avec M. Mackenzie qui doit sa mauvaise santé actuelle aux travaux excessifs qu'il s'est imposés, et au dévouement sans borne qu'il a eu envers son pays. S'il s'était choyé comme les présents ministres le font, il est probable qu'il jouirait, aujourd'hui, d'une meilleure santé. S'il s'était fait assister par un commis surnuméraire, qu'il aurait payé quelques centaines de piastres, il se serait senti considérablement soulagé, et sa santé se serait peut-être conservée.

Nous avons joui, durant la présente session, de la présence de notre ancien chef (M. Blake); mais l'avis de son médecin l'a empêché de prendre part à nos débats. Il doit aussi sa mauvaise santé à la trop forte tension d'esprit à laquelle des travaux excessifs l'ont assujéti. La gauche a certainement déployé, durant la présente session, une vigueur et une habileté qui lui font honneur. Dans le débat sur la question du désaveu du bill des Jésuites, question d'une importance vitale, qui exigeait des hommes de talent, des hommes d'état même, pour la traiter convenablement, nous avons entendu des discours qui font partie des meilleurs que nous ayons entendus dans cette chambre.

L'honorable ministre de la justice a prononcé, dans cette circonstance, un discours qui, non seulement dans l'opinion de ses propres amis politiques, mais aussi de ses adversaires, lui fait certainement honneur. Il a su traiter les points de droit de manière à se faire honneur, et aussi de manière à produire un bon effet dans le pays.

D'autres discours sur d'autres sujets ont été également satisfaisants. J'espère que nos amis de la droite et mes propres amis de la gauche reviendront tous, lors de la prochaine session, avec un renouvellement de vigueur et une santé parfaite. Nous restons tous amis après que nos débats sont terminés. L'animosité qui paraît exister parmi les membres des deux partis n'existe réellement pas, je suis heureux de le reconnaître.